

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°124 – Semaine du 28 septembre 2026

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Taux moyen de rendement des obligations d'État à 10 ans dans les pays nordiques (hors Islande)

3,75%

Le rendement des obligations souveraines à 10 ans s'établit en moyenne à 4,42 % dans les pays nordiques au 23 septembre 2026 (Suède : 3,21 %, Danemark : 3,34 %, Finlande : 3,87 %, Norvège : 4,58 %, Islande : 7,10 %). Hors Islande, la moyenne revient à 3,75 %.

Sources : Bloomberg ; Agence France Trésor. Données au 23 septembre 2026.

Pays nordiques

La Suède soutient la candidature de quatorze projets d'infrastructure au mécanisme pour l'interconnexion en Europe, dont plusieurs liaisons transfrontalières nordiques. Le gouvernement a annoncé le 17 septembre un avis favorable à des demandes de cofinancement portant sur environ 43,4 M€ au titre du volet transport. Figurent parmi les projets *Rail Nordica*, qui relie la Finlande, la Suède et la Norvège, la planification d'un pont sur la E8 en zone arctique et le corridor maritime vert entre Stockholm et Turku, dans le cadre du dernier appel du cadre financier pluriannuel 2021-2027.

Un projet de rapprochement des places boursières nordiques serait à l'étude. L'initiative *Nordic Compass*, qui réunit plus de vingt-cinq membres dont *Nasdaq*, souhaiterait étudier la mise en place d'une plateforme régionale unifiée d'échange, avec un éventail de possibilités de rapprochement. Ces travaux, encore au stade exploratoire, viseraient à attirer des capitaux et à renforcer la compétitivité économique régionale. Le sommet inaugural de cette initiative se tiendra à Göteborg (Suède) les 4 et 5 novembre.

Danemark

La Nationalbanken (banque centrale danoise) publie ses nouvelles prévisions macroéconomiques.

Elle anticipe un taux de croissance du PIB de 4% pour l'année 2026 – soit une révision à la hausse de 2,2 points par rapport à ses prévisions de mars dernier - et de 2,3% pour l'année 2027. Elle attribue cette croissance à la performance exceptionnelle du secteur pharmaceutique et à la résilience meilleure qu'anticipée auparavant de l'économie mondiale. La *Nationalbanken* relève en particulier la forte progression des ventes de Novo aux Etats-Unis, notamment depuis l'accord signé par l'entreprise avec le gouvernement américain, lui octroyant un plus large accès au marché américain. Cette hausse du volume des ventes a cependant été compensée par la baisse du prix unitaire des produits pharmaceutiques exportés. Le marché du travail devrait conserver une bonne dynamique d'ici fin 2028, et l'emploi total pourrait augmenter de 62 000 personnes actives. L'inflation devrait légèrement augmenter au cours des deux prochaines années, alimentée par la guerre en Iran, pour atteindre 2% en 2026, et 2,3% en 2027. Dans le même temps, l'indice de confiance des consommateurs publié par *Statistics Denmark* a reculé à -13,7 pour le mois de septembre, contre -13,1 en août. Ce fléchissement s'explique par une perception plus sévère des ménages vis-à-vis de leurs finances personnelles au cours de l'année écoulée et par des craintes renforcées liées à une augmentation du chômage et de l'inflation à court terme.

La Banque européenne d'investissement (BEI) a accordé une garantie de 250 M€ à Danske Bank pour soutenir le développement de l'énergie éolienne.

L'accord conclu entre la *Danske Bank* et la BEI, qui vise à faciliter les financements et garanties pour les producteurs et fournisseurs d'équipements du secteur éolien, est le premier signé dans le cadre de l'*EU Wind Power Package*, un plan d'action visant à accélérer le développement de l'énergie éolienne et à renforcer la compétitivité de l'industrie éolienne

européenne. La *Danske Bank* sera désormais en mesure d'accorder des garanties pouvant atteindre 500 M €, soit 3,7 Mds DKK, au secteur éolien.

Le gouvernement augmente le plafond du compte d'épargne en actions pour stimuler les investissements des ménages danois.

Conformément au programme du nouveau gouvernement nommé en juin dernier, le ministre de la Fiscalité et de la Croissance, Jakob Engel-Schmidt a annoncé plusieurs mesures réformant le compte d'épargne en actions (*aktiesparekonto*), par le biais notamment d'un triplement du plafond de dépôt (de 174 200 à 500 000 DKK) et par la suppression de la taxation des plus-values latentes. Ces évolutions visent à permettre de combler le retard du Danemark face à la Suède et la Norvège, où 35 à 40 % de la population possède un compte d'épargne en actions contre seulement 10 % au Danemark.

Novo annonce sa nouvelle stratégie.

Après avoir annoncé le changement de nom et d'identité visuelle de l'entreprise, le directeur général de Novo (ex-*Novo Nordisk*), Mike Doustdar, a présenté aux investisseurs ses orientations stratégiques, lors d'un événement organisé à Londres, le lundi 21 septembre. Il a notamment insisté sur la volonté de Novo de développer de nouveaux médicaments innovants, avec l'objectif de mettre sur le marché au moins cinq produits « *blockbusters* » (chiffre d'affaires annuel supérieur à 1 Md€) d'ici 2030, afin de compenser la perte de ses brevets sur le *Wegovy*. Faisant le point sur la réorganisation du groupe entamée l'année dernière, il a indiqué qu'un total de 13 000 salariés avaient finalement quitté l'entreprise, contre 9 000 suppressions de poste initialement prévues. Les économies ainsi réalisées étaient prioritairement investies dans les actions de recherche et développement.

Une nouvelle analyse de la Banque centrale sur les effets de l'IA sur l'économie conclut qu'elle n'a à ce stade pas entraîné de baisse de l'emploi global au Danemark.

Elle conclut néanmoins que les entreprises qui adoptent l'IA embauchent par la suite moins de nouveaux employés que les autres entreprises. Cela affecterait notamment les jeunes employés et les plus qualifiés. Il n'y a toutefois pas encore de signes indiquant que l'IA ait entraîné une baisse de l'emploi global. La diffusion de l'IA dans les entreprises danoises est rapide ; en 2026, 59 % des entreprises danoises comptant au moins 10 salariés utilisaient l'IA, contre 42 % l'année précédente. Ce sont surtout les plus grandes entreprises et les plus productives qui recourent à cette technologie.

Finlande

Le ministère des Finances confirme le rebond de la croissance.

Dans ses dernières prévisions, le ministère anticipe une croissance du PIB de 1,6 % en 2026, (contre 0,8 % cet été), puis de 1,8 % en 2027 et 1,5 % en 2028. Cette amélioration combine des révisions statistiques du PIB favorables et une activité plus dynamique au premier semestre, soutenue notamment par l'investissement dans la défense, les centres de données et la transition énergétique. Le ministère n'attend une reprise du secteur du logement et de l'emploi qu'en 2027.

La reprise économique devrait avoir un effet limité sur le redressement des finances publiques finlandaises.

Dans ses prévisions, le ministère des Finances estime que le rebond de croissance ne suffira pas à corriger le déséquilibre structurel des finances publiques. Le déficit public atteindrait 4,2 % du PIB en 2026 (après 3,8 % en 2025), notamment sous l'effet des achats de matériel de défense, puis 4,5 % en 2027. Il resterait encore à 4,4 % du PIB en 2030. La dette publique devrait atteindre 90,1 % du PIB dès 2026 et continuer à progresser pour approcher 98 % en 2030.

Les investissements directs étrangers en Finlande ont fortement progressé en 2025.

Selon *Statistics Finland*, le stock d'IDE entrants a augmenté de 9,8 Md€ sur l'année pour atteindre 92,5 Md€ fin 2025. Les entrées nettes de capitaux sous forme d'investissements directs se sont élevées à 8,4 Md€. Cette progression reflète notamment la montée des investissements liés aux centres de données : les entreprises du secteur de l'information et de la communication ont reçu 2,6 Md€ d'IDE nets en 2025. La Suède reste le premier pays investisseur direct en Finlande avec un stock de 25,8 Md€, devant les Pays-Bas et le Luxembourg.

Le prix du diesel atteint 2,48 €/litre en Finlande, soit le niveau le plus élevé de l'Union européenne.

Selon le Bulletin hebdomadaire des prix du pétrole de la Commission européenne, le diesel coûtait 2,48 €/litre en Finlande au 7 septembre 2026, soit environ 45 centimes de plus que la moyenne européenne et 57 centimes de plus qu'en Suède. D'après *Statistics Finland*, son prix moyen a augmenté de 48 centimes entre janvier et août 2026. Cette hausse pèse directement sur le transport routier de marchandises, pour lequel le diesel représente environ 26 % des coûts. Sur la base des prix d'août, la facture annuelle de carburant du secteur aurait augmenté de plus de 500 M€ par rapport à 2025, soit une hausse des coûts d'environ 7 % attribuable au seul renchérissement du diesel.

ICEYE et Arianespace signent un accord visant à renforcer l'accès souverain européen à l'espace.

L'entreprise spatiale finlandaise ICEYE et Arianespace ont signé le 9 septembre un protocole d'accord portant sur l'utilisation éventuelle d'Ariane 6 pour de futures missions de satellites ICEYE. Les discussions concernent en particulier des missions destinées à des clients gouvernementaux et institutionnels européens. ICEYE exploite une constellation de satellites d'observation de la Terre capable de produire des images indépendamment des conditions météorologiques et de luminosité. Cet accord s'inscrit dans les efforts européens visant à renforcer l'autonomie en matière de lancement et d'observation spatiale.

Steady Energy et 3North Partners prévoient de se regrouper et de coter la nouvelle société à Helsinki.

La société finlandaise *Steady Energy*, spécialisée dans les petits réacteurs nucléaires modulaires destinés exclusivement au chauffage urbain, a conclu un accord d'échange d'actions avec la société d'investissement *3North Partners*. *Steady Energy* vise une valorisation d'environ 345 M€ à l'occasion de son introduction en bourse. L'entreprise cible en priorité les marchés finlandais, suédois, polonais et tchèque et vise un chiffre d'affaires de 1 Md€ en 2040. Selon ses propres estimations, le marché potentiel dans ces pays pourrait représenter 230 à 300 réacteurs d'ici 2050.

La Finlande accorde 26,6 M€ à trois premiers projets industriels de captage de CO₂ biogénique.

Les trois installations représenteront une capacité cumulée de 135 000 tonnes de CO₂ par an destiné à être valorisé dans la production d'électro carburants. L'essentiel de l'aide, soit 21 M€, est attribué à *Metsä Fibre* pour un projet de 70 M€ à l'usine de pâte à papier de Rauma pour capter 100 000 tonnes par an. Les deux autres projets, situés dans les usines de biogaz de Nurmo et Kiuruvesi, reçoivent chacun 2,8 M€ pour des capacités de 17 500 tonnes par an. À Rauma, *Metsä Group* envisage une décision finale d'investissement au plus tôt début 2027, sous réserve de l'obtention des permis et d'une demande suffisante pour le CO₂ capté. Les projets devront entrer en fonctionnement au plus tard en 2030 et poursuivre le captage au moins jusqu'à fin 2035.

Islande

Le projet de loi visant à mettre en œuvre le protocole 35 de l'accord sur l'EEE a été déposé au Parlement le 22 septembre.

La ministre des Affaires étrangères Þorgerður Katrín Gunnarsdóttir devrait le présenter en première lecture au début du mois d'octobre. Cette initiative intervient alors que l'Autorité de surveillance de l'AELE (ESA) prépare une procédure contre l'Islande en raison de la non-application du protocole. Le texte avait déjà été présenté en 2023 sous le précédent gouvernement, mais son examen avait été suspendu dans l'attente du référendum sur la reprise des négociations d'adhésion à l'UE.

La note de crédit de l'Islande reste A+ avec une perspective positive.

S&P Global Ratings a publié un rapport sur la notation de crédit de l'Islande dans lequel la note de crédit de l'Islande reste A+, avec une perspective positive tenant principalement à la possibilité d'une amélioration de la performance budgétaire de l'Islande au cours des deux prochaines années. S&P souligne la solidité du cadre institutionnel islandais, la réaction rapide et efficace du pays face aux chocs récents (pandémie, éruptions volcaniques) ainsi que le niveau élevé du revenu par habitant, mais relève aussi que l'économie reste de petite taille en valeur absolue et concentrée sur le tourisme, la pêche et les industries à forte intensité énergétique. S&P note également que la poursuite de la diversification économique vers des secteurs tels que les centres de données, la biotechnologie et l'industrie pharmaceutique pourrait renforcer la résilience de l'économie à long terme.

Les dirigeants d'entreprise pessimistes sur les perspectives économiques à six mois.

Selon une enquête Gallup, les attentes à 6 mois des dirigeants d'entreprises n'ont pas été aussi faibles depuis 2018. 34% estiment qu'ils auront moins d'employés dans 6 mois qu'aujourd'hui, et seulement 9% s'attendent à en avoir davantage. Selon Bjarni

Benediktsson, directeur de la Confédération des entreprises islandaises (SA), ancien Premier ministre et ancien ministre des Finances, les effets du maintien prolongé de taux d'intérêt élevés deviennent de plus en plus visibles dans l'activité économique. Selon *Landsbankinn*, l'inflation pourrait atteindre 5,8 % en septembre, en raison notamment de la forte hausse des carburants après l'expiration de la baisse temporaire de TVA.

Fin de la saison de chasse à la baleine.

La saison de chasse à la baleine en Islande (mi-juin - septembre) s'est achevée avec un total de 93 rorquals communs capturés, selon Kristján Loftsson, PDG de *Hvalur*, seule entreprise islandaise active dans ce secteur. Après deux années blanches où elle avait renoncé à utiliser son quota, l'entreprise avait cette année un quota autorisé de 150 rorquals communs. La ministre de l'industrie, Hanna Katrín Friðriksson, a annoncé qu'elle présenterait en février 2027 un projet de loi prévoyant l'interdiction à terme de la chasse à la baleine en Islande, mettant en avant le bien-être animal et les intérêts commerciaux du pays, en rappelant qu'il n'y a plus de marché pour ces produits. Une période transitoire pourrait cependant être nécessaire afin de tenir compte des licences actuellement en vigueur. Pour rappel, le gouvernement démissionnaire alors en charge des affaires courantes avait délivré en décembre 2024 à Hvalur une licence de 5 ans.

Les émissions islandaises reculent, mais le pays reste loin de ses objectifs climatiques.

Les émissions de gaz à effet de serre de l'Islande se sont élevées à 10,6 millions de tonnes équivalent CO₂ en 2025, soit une baisse de 3,9 % sur un an. Le ministre de l'Environnement, de l'Énergie et du Climat, Jóhann Páll Jóhannsson, estime toutefois que la réduction des émissions reste beaucoup trop lente. Selon les projections actuelles, l'Islande risque de ne réaliser qu'une baisse d'environ 21 % par rapport à 2005 sur la période 2026-2030, tandis que son objectif

est fixé à 41 %. Le gouvernement entend notamment accélérer la transition énergétique, renforcer les financements du Fonds pour le climat et l'énergie, favoriser l'achat de véhicules électriques et soutenir la réduction des émissions liées aux engrais dans l'agriculture.

Norvège

Perspectives économiques de la Norvège revues à la hausse à 1,4% pour 2026.

L'institut national de statistiques norvégien SSB a publié son nouveau rapport sur les perspectives économiques de la Norvège (2026-2029). Les prévisions de croissance du PIB en 2026 ont été revues à la hausse de 0,2 % à 1,4 %, avec une croissance du PIB continental (hors hydrocarbures) également à 1,4 %. Cela s'explique par une redynamisation de la demande intérieure. Les ménages consommeront davantage (+1,4 %) dans un contexte de forte progression des salaires (+4,3 %) et un marché du travail qui suit une tendance positive (+0,5 %) avec un chômage stable (4,6 %). L'inflation des prix reste persistante (3,2 %) et la couronne norvégienne continue de s'apprécier (le taux de change NOK/EUR passerait de 11,72 en 2025 à 11 en 2026). Les exportations progressent (+2,5 %) tout comme les importations (+0,8 %). La Norvège conservera un important excédent courant, estimé à 114,5 Mds€, soit 20,2 % du PIB.

Adoption d'un nouveau règlement sur le mandat de la Norges Bank.

Le gouvernement a adopté le 18 septembre le nouveau règlement de la banque centrale qui reconduit le mandat existant. La Norges Bank conserve une cible d'inflation proche de 2 %, avec une approche flexible tenant compte de l'activité et de l'emploi. « *L'objectif principal de la politique monétaire restera une inflation faible et stable* », a déclaré à ce propos le ministre des finances, Jens Stoltenberg. Ce dernier avait lancé en 2025 une évaluation du cadre de la politique monétaire norvégienne après plusieurs années d'inflation persistantes (3,1 % en 2025) afin d'évaluer les évolutions potentielles du mandat général de la banque centrale.

Réactions norvégiennes au discours d'Ursula von der Leyen sur l'état de l'Union.

Concernant le statut d'associé évoqué le 16 septembre par la Présidente de la Commission pour le

Canada, certains éditorialistes (*Aftenposten*) ont affirmé que la Norvège devra étudier de près les modalités d'un tel rapprochement pour éventuellement s'en inspirer. Dans la foulée, le 20 septembre, le PM norvégien Jonas Gahr Støre s'est rendu à Ottawa pour rencontrer son homologue canadien, Mark Carney. Ils ont notamment annoncé leur intention de conclure un nouvel accord visant à renforcer leur coopération en matière de défense, notamment dans l'Arctique.

Visite officielle du MAE français à Bodø.

Le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot s'est déplacé pour une visite officielle à Bodø, en Norvège, les 14 et 15 septembre 2026. Il était accompagné de son homologue norvégien Espen Barth Eide. Cette visite officielle a permis d'aborder les sujets clés de la sécurité européenne et de l'Arctique ainsi que le Partenariat stratégique bilatéral signé en juin 2025. Le Ministre a pu visiter le quartier général opérationnel des forces armées norvégiennes, le centre d'opérations aériennes combinées de l'OTAN (CAOC) ainsi que le *High North Center* et le centre *Nordlab*. M. Barrot a salué l'intensification des relations franco-norvégiennes et l'engagement des deux pays pour la sécurité de l'Arctique et de l'Europe.

Le PM norvégien Jonas Gahr Støre réaffirme sa volonté de coopérer avec l'UE sur l'Arctique.

Lors du Sommet européen de l'Arctique, qui se tenait le 13 septembre en Finlande, le Premier ministre norvégien a réaffirmé son engagement dans la politique de l'Arctique et sa volonté de coopérer avec l'UE sur ces sujets. « *Il est dans notre intérêt commun de continuer à développer une coopération étroite avec l'UE et nos principaux partenaires européens concernant l'Arctique* », a déclaré Jonas Gahr Støre.

Airbus candidate pour équiper l'armée norvégienne en hélicoptères.

Les forces armées norvégiennes doivent remplacer 18 hélicoptères Bell 412, pour une mise en service en 2030. Le ministre de la défense norvégien M. Sandvik a souligné que la livraison et la mise en service dépendront de la disponibilité sur le marché, des possibilités de coopération multinationale et du renforcement des effectifs et des compétences. Selon le média spécialisé norvégien *Teknisk Ukeblad*, Airbus s'est positionné en proposant la vente du H225M dont le coût pourrait se situer entre 1 et 2,5 Mds€. La Norvège avait renoncé à l'achat de neuf Sikorsky HH-60W américains, dont le coût était estimé à 2,9 Mds\$. Les États-Unis proposeraient désormais le UH-60M Black Hawk, pour un coût estimé à 2,3 Mds\$.

Amélioration de l'insertion professionnelle de jeunes en Norvège.

Les données publiées par l'Administration norvégienne du travail et de l'aide sociale (NAV) montrent une amélioration de l'insertion des jeunes sur le marché du travail norvégien. Fin 2025, 110 000 Norvégiens âgés de 20 à 29 ans étaient sans emploi et hors études, soit 15,6% de cette tranche d'âge et 4 000 de moins qu'un an auparavant. Cette évolution intervient dans le contexte du renforcement des politiques gouvernementales en faveur de l'emploi des jeunes, notamment avec la « *garantie jeunesse* » mise en place en 2023 puis l'initiative *Ungdomsløftet* (« *promesse de jeunesse* ») lancée en 2025. Cette dernière vise à faire entrer 30 000 jeunes supplémentaires de moins de 30 ans dans l'emploi d'ici 2030 grâce à un accompagnement renforcé, des formations et des expériences professionnelles. « *Nous avons lancé une initiative majeure visant à améliorer les conditions de vie et les perspectives des jeunes. Les chiffres de NAV indiquent que cette initiative commence à produire des effets* », a déclaré la ministre du travail et de l'inclusion sociale, Kjersti Stenseng.

Suède

Les échanges en vue de former un nouveau gouvernement, suite aux élections législatives du 13 septembre, impliquent un report de la date de dépôt du projet de loi de finances pour 2027.

Le Premier ministre Ulf Kristersson a remis sa démission le 17 septembre et le président du *Riksdag* (Parlement) a confié le 18 septembre un mandat d'exploration à la cheffe du parti social-démocrate Magdalena Andersson pour former un gouvernement. Le nouveau *Riksdag* se réunira le 28 septembre pour la première fois, une proposition de premier ministre ne pouvant intervenir avant le lendemain. À l'issue du scrutin du 13 septembre, les Sociaux-démocrates, la Gauche, les Verts et le Centre réunissent 176 des 349 sièges, contre 173 pour les quatre partis de la coalition sortante. Le gouvernement sortant expédie les affaires courantes jusqu'à l'entrée en fonction de son successeur. Le projet de budget, normalement déposé avant le 20 septembre, sera décalé au plus tard au 12 novembre, selon le ministère des Finances. En l'absence de vote la semaine précédant le début de l'exercice budgétaire, la loi budgétaire de 2011 prévoit la reconduction à l'identique du dernier budget adopté jusqu'au vote d'une nouvelle loi de finances.

La Riksbank laisse son taux directeur inchangé, à 1,75 %.

La banque centrale suédoise justifie cette stabilisation du principal taux directeur – lequel est fixé à 1,75% depuis septembre 2025 – par le niveau de l'inflation. L'indice des prix à la consommation à taux fixe (KPIF) atteint 0,7 % sur un an en août. Hors effet des mesures budgétaires temporaires de soutien prises par le gouvernement, l'inflation atteindrait la cible de 2 %. La *Riksbank* estime que les pressions haussières restent importantes et note que les prix du pétrole, de l'électricité et des carburants ont augmenté récemment, ce qui pourrait, selon le comité exécutif de la banque centrale, se traduire par un relèvement de taux avant la

fin d'année. La prochaine réunion du comité est prévue le 4 novembre.

L'emploi progresse en août et le taux de chômage s'établit à 8,5 % de la population active en données brutes.

Selon les enquêtes sur les forces de travail publiées le 16 septembre par *Statistiska centralbyrån* (SCB), 5,423 millions de personnes occupaient un emploi en août 2026, soit 103 000 de plus qu'un an plus tôt. Le chômage concerne 505 000 personnes. Le chômage de longue durée recule de 36 000 personnes sur un an, à 168 000 individus. Le taux d'activité des 15-74 ans atteint 77,5 %.

La Confédération suédoise des entreprises relève sa prévision de croissance du PIB à 2,9 % pour 2026.

Dans une mise à jour conjoncturelle publiée le 22 septembre, *Svenskt Näringsliv* (SN), principale organisation patronale suédoise, porte sa prévision de croissance à 2,9 % pour 2026, contre 2,3 % en mai, et anticipe 2,7 % en 2027. L'organisation fonde cette révision sur les comptes nationaux du deuxième trimestre et sur son indicateur d'activité, positif pour la première fois depuis plus de quatre ans. Elle attribue la reprise à la progression des salaires réels et à la consommation des ménages, à la production industrielle et aux exportations, ainsi qu'aux investissements privés et à la demande liée à l'effort de défense suédois et européen. Le gouvernement prévoit de son côté un taux de croissance du PIB de 2,5% cette année.

Le ratio d'endettement des ménages par rapport au revenu disponible poursuit sa baisse, à un niveau qui reste toutefois largement supérieur à la moyenne européenne.

À la fin de 2025, les dettes des ménages représentaient 173,9 % de leur

revenu disponible, un ratio en baisse continue depuis quatre ans et qui atteint son plus bas niveau depuis 2014. La banque centrale suédoise et l'autorité suédoise de supervision des marchés financiers (*Finansinspektionen*) identifient de longue date le niveau d'endettement des ménages comme une vulnérabilité pour la stabilité financière. La progression du revenu disponible à un niveau plus rapide que celle de la dette explique cette tendance. En juin 2026, la Suède est sortie de la liste des Etats membres en surveillance au titre de la procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques de la Commission européenne.

Saab se positionne comme intégrateur de systèmes spatiaux et signe trois protocoles d'accord.

Le groupe de défense suédois a annoncé le 24 septembre vouloir élargir son rôle dans le domaine spatial en tant qu'intégrateur de solutions développées par des partenaires. Les trois protocoles, non contraignants, associent SSC Space, entreprise publique suédoise qui exploite la base de lancement d'Esrange, le fabricant de satellites *OHB Sweden*, et *Ericsson* pour les communications terrestres et spatiales. Saab invoque le renforcement d'une capacité souveraine suédoise et nordique. Aucun montant ni calendrier n'est communiqué.

Google acquiert des certificats d'attributs environnementaux auprès de Stegra.

Le groupe américain a annoncé le 18 septembre acheter les certificats attestant que 91 000 tonnes d'acier seront produites sans charbon durant la première année d'exploitation de l'usine Stegra à Boden, en Laponie suédoise, dont le procédé à hydrogène émet jusqu'à 95 % de CO2 en moins qu'un haut-fourneau. L'acier lui-même ira à des industriels. Google n'achète que la réduction d'émissions de CO2e, qu'il déduira de son propre bilan carbone, et contribue ainsi à financer le surcoût de la production d'acier propre par rapport à l'acier classique.

Trois nouvelles introductions à la Bourse de Stockholm en septembre.

Axvik, holding d'acquisition

dans l'aéronautique et la défense, a été introduite le 21 septembre sur *First North*, le marché de croissance de Nasdaq Stockholm, pour une valorisation de 1 185,6 M SEK (105,4 M€). *Svevik Industri*, qui détient onze sociétés industrielles, a levé 85 M SEK (7,6 M€), pour une valorisation de 678 M SEK (60,3 M€). *Linjemontage*, spécialiste des infrastructures électriques, rejoint le 25 septembre le marché principal du Nasdaq Stockholm avec une valorisation de 2 350 M SEK (209,0 M€). Ce mouvement prolonge une reprise engagée des introductions en bourse au printemps en Suède, quatre sociétés ayant rejoint le marché principal depuis le mois de mai, dont *Silex Microsystems*.

EQT et Lovable parmi les cinquante dirigeants et investisseurs européens pressant Bruxelles de ne pas vider de sa substance le futur statut européen unique pour les entreprises.

Le règlement *EU Inc.*, proposé par la Commission le 18 mars, créerait une forme de société valable dans toute l'Union européenne, que les entreprises pourraient choisir à la place d'une forme nationale comme la société anonyme française ou son équivalent suédois. Dans une lettre ouverte du 10 septembre, les signataires réclament un registre européen unique et une imposition des salariés à la seule revente de leurs actions. Ils jugent qu'un texte trop dilué ne serait pas utilisé.

La Suède acquiert des lance-roquettes HIMARS pour environ 7 Md SEK et conclut un accord d'artillerie de roquettes avec la Finlande.

Le ministre de la Défense Pål Jonson a annoncé le 8 septembre cette acquisition auprès de l'américain Lockheed Martin, pour des premières livraisons en 2027. Lockheed Martin et le suédois Saab ont signé une déclaration d'intention portant sur la production de munitions pour ces systèmes. La Suède et la Finlande ont par ailleurs conclu un accord de coopération sur l'artillerie de roquettes.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent) :

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	2025 (moyenne annuelle)	T1 2026	T2 2026
Suède	1,5	-0,2	1,0	1,5	0,0	1,6
Danemark	0,4	0,6	3,5	2,9	1,5	0,3
Finlande	0,8	-0,9	0,4	0,8	0,8	0,4
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	1,1	0,4	0,7
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	1,8	0,2	0,3
Islande	9	5,6	-0,7	1,3	3,7	-3,0

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)² :

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	2025 (moyenne annuelle)	T1 2026	T2 2026
Suède*	8,4	8,6	2,8	0,7	0,50	0,44
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,9	0,90	1,71
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,3	0,59	1,89
Norvège	5,8	5,5	3,2	3,1	3,31	3,07
Islande	8,3	8,8	5,9	4,1	5,25	5,19

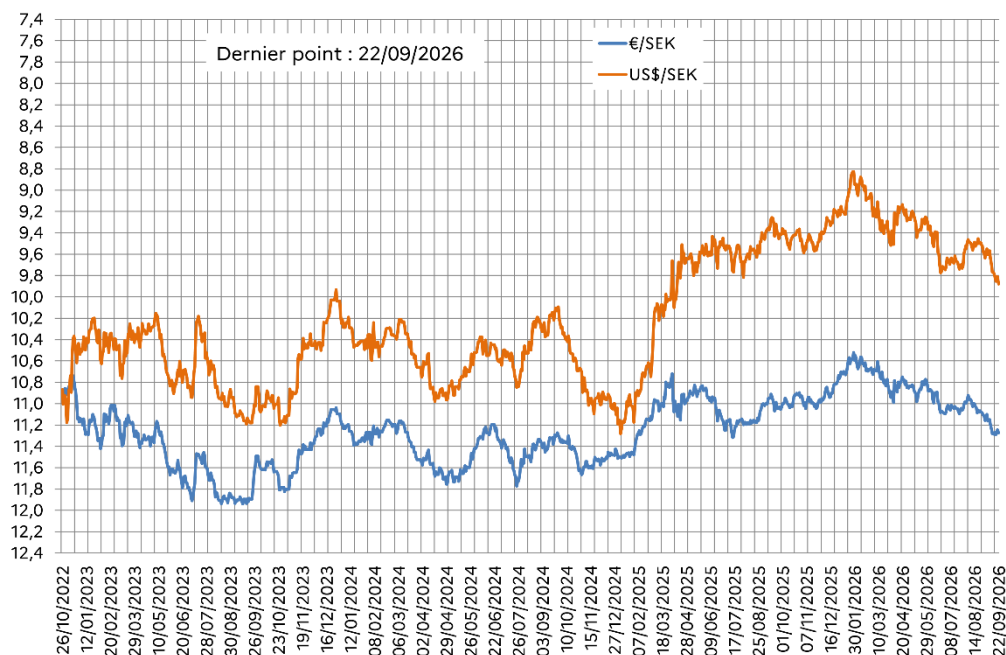
Sources : [OCDE](#)

² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

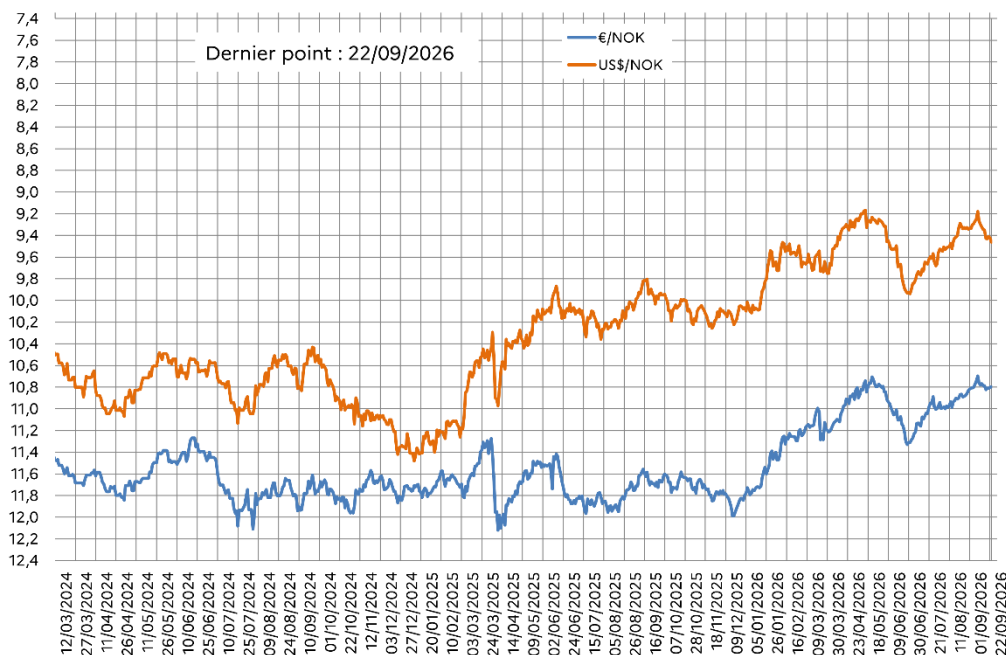
*IPC à taux variable, tenant compte des effets des taux d'intérêt sur les crédits hypothécaires.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : la Cheffe du Service économique régional de Stockholm « pays nordiques » **S. Prudent**
stephanie.prudent@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, M. Valeur, V. Brigodiot, A. Janssens), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, K. Lardé), Oslo (F. Choblet, Y. Le Lamer Le Guitton, M. Dein), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaitre, J. Grosjean, J. Picard, A. White) et de l'ambassade de France en Islande (G. Wagner, M. Kuntzmann).

Abonnez-vous : juliette.picard@dgtrésor.gouv.fr